



Rendre les transports publics plus accessibles financièrement et plus efficaces !

La mobilité est une question sensible parce qu'elle est considérée comme l'un des principaux, voire derniers espaces de liberté dans notre société.

En raison du manque d'anticipation et de volonté politique, les infrastructures de transport individuel ou collectif n'ont malheureusement pas été adaptées à cette évolution.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans la situation paradoxale où cette liberté, réelle ou imaginée, ne peut plus s'exprimer : congestion, retards, embouteillages, ... sont le lot quotidien de centaines de milliers de travailleurs.

Si l'on admet le principe selon lequel chacun doit pouvoir se déplacer selon ses besoins, il est indispensable de travailler sur plusieurs axes en parallèle: sur celui de l'offre, sur celui de la répartition modale ou encore sur le développement de modes de déplacements alternatifs. Il en va de la capacité des voies de circulation à pouvoir accueillir tous ceux (aînés, actifs, jeunes) qui se déplacent, quotidiennement ou ponctuellement, pour le travail, les loisirs ou l'accès aux services ou aux commerces.

Il n'est pas concevable de miser uniquement sur la mobilité individuelle, pas plus que les transports publics ne pourront absorber à eux seuls l'augmentation du nombre d'usagers.

Nous sommes passés à l'ère du multimodal et devons retrouver d'anciens réflexes: un trajet à pied ou à vélo est souvent plus rapide et plus pratique, pour les courts parcours; un bus ou un tram plus efficace que la voiture.

La diversification des modes de viabilité écho dans cette nouvelle politique. Il n'est ainsi pas étonnant que

les débats se focalisent sur le financement des infrastructures, chaque mode de transport devant être développé en parallèle. L'enjeu est de taille si l'on veut maintenir notre attractivité économique dans le respect de l'environnement.

Une autre conséquence de l'explosion de la mobilité est la nécessité, bien comprise aujourd'hui, d'augmenter les densités dans les centres urbains. Cela permet de diminuer à la fois le nombre d'usagers des transports et les temps de parcours pour accéder aux services ou aux commerces et, dans le même temps, d'assurer une plus grande efficacité des transports publics. Cela permet également de laisser la route ceux qui en ont besoin, notamment les habitants des zones périphériques qui ne peuvent avoir accès à un réseau de transport public ou qui sont trop éloignés de leur lieu de travail pour imaginer s'y rendre à pied ou à vélo

Le parti socialiste s'engage en faveur d'un système de transports efficace et économiquement soutenable.

La politique que nous défendons en la matière est à la fois raisonnée et raisonnable:

raisonnée, parce qu'elle n'oppose pas un mode de transport contre un autre

raisonnable, car il est pour nous essentiel de permettre à chacun de se déplacer dans de bonnes conditions, sans que cela ne devienne insupportable ni sur le plan économique, ni sur le plan écologique.

Les collectivités publiques ont par conséquent un rôle déterminant à jouer dans ce domaine, et doivent donner les impulsions nécessaires afin que l'avenir ne soit pas fait de bouchons et de retards, mais de fluidité et de meilleure accessibilité.

Patrice MARRO - Président